

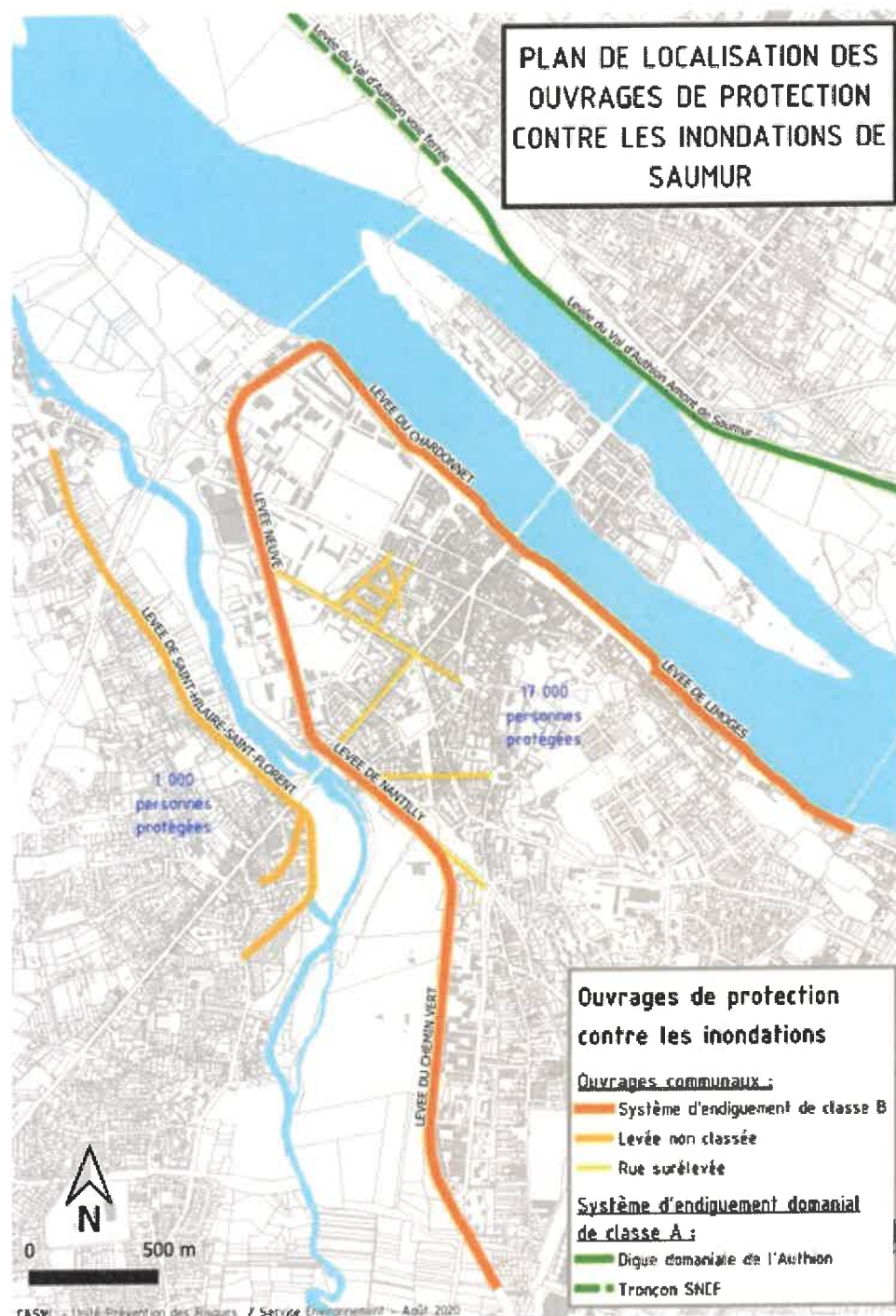


**SEANCE DU BUREAU DU 14 JANVIER 2021
DECISION N° 2021-001- DB**

Date d'affichage : 21 janvier 2021	Le quatorze janvier deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le cinq janvier deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	
En exercice : 52	
Quorum : 27	
Présents: 40	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 8	Présents : (40)
dont pouvoir(s) : 3	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 4	
Nombre de votants : 43	
Secrétaire de séance :	Excusé(s) : (8)
M. Anatole MICHEAUD.	Christian RUAAULT, Sophie TUBIANA, Didier ROUSSEAU, Jean-Philippe RETIF, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Pierre de BOUTRAY, Jacqueline TARDIVEL
	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
	Didier ROUSSEAU à Gérard POLICE, Yann PILVEN Le SEVELLEC à Eric TOURON, Thierry MORISSET à Jean-Pierre ANTOINE
	Absent(s) : (4)
	Frédéric MORTIER, Astrid LELIEVRE, Isabelle GRANDHOMME, Jacky MARCHAND

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE GESTION DE DIGUES NON DOMANIALES AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE - AVENANT N°1

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) est compétente en matière de GeMAPI (Gestion des Milieux Aquatique et Prévention des Inondations). Cette compétence implique que la CASVL est le gestionnaire des ouvrages de protection contre les inondations et donc des digues non domaniales présentes sur son territoire. La CASVL possède sur son territoire une digue de classe B autour du centre-ville de Saumur (protégeant environ 17 000 personnes) et composée de 5 tronçons. Un deuxième remblai en rive gauche du Thouet (Remblai de Saint-Hilaire-Saint-Florent) fait actuellement l'objet d'études pour définir son besoin de classement ou non en système d'endiguement.



La gestion, le suivi de la digue et son classement nécessitent des compétences techniques spécifiques. L'Établissement Public Loire (EPL) œuvre depuis plusieurs années sur la gestion du risque inondation et le suivi d'ouvrages de protection hydraulique (barrages et digues) à l'échelle du bassin de la Loire et de ses affluents. En juillet 2019, quatre Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dont la CASVL ont signé un protocole de coopération renforcée avec l'EPL pour la gestion des digues non domaniales. Plus particulièrement, la CASVL a signé avec l'EPL une convention de délégation pour la gestion de digues non domaniales pour une durée de 18 mois jusqu'au 31 décembre 2020.

Les travaux et études n'étant pas terminés et le dossier de régularisation de la digue n'étant pas déposé il est proposé de :

- signer un avenant d'un an pour prolonger la convention de délégation de gestion de digue non domaniale avec l'EPL pour une période d'un an jusqu'au 31 décembre 2021.

Le montant de la prestation de cet avenant est de 118 533,33€ TTC (dont 81 200€ pour la partie études et travaux) suivant la répartition suivante :

Type de budget	Nature de la prestation	Coût estimé 2021 (€ TTC)
Fonctionnement	Moyens humains et matériels pour la réalisation de la prestation	37 333,33 €
Fonctionnement	Travaux d'entretien courant	31 200,00 €
Investissement	Études et travaux	50 000,00 €

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

Vu l'article 59 de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et de l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 ;

Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'avis favorable de la commission « Prévention des Risques, Gestion des Milieux Aquatiques et biodiversité » du 13 juin 2019 ;

Vu la décision n°2019-097 du bureau communautaire du 27 juin 2019 approuvant la convention de délégation de gestion de digues non domaniales entre la CASVL et l'EPL ;

Considérant l'exercice de plein droit en lieu et place des communes des compétences obligatoires par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Considérant les enjeux humains et économiques et le nombre de personnes protégées par la digue non domaniale ;

Considérant la convention précédemment signée en juillet 2019 entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'Établissement Public Loire ;

Aussi ,

Il est proposé au Bureau communautaire :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 de prolongation de la convention de délégation de gestion de digue non domaniale avec l'Établissement Public Loire pour une période d'un an jusqu'au 31 décembre 2021 ;

D'APPROUVER le montant de la prestation de cet avenant de 118 533,33€ TTC (dont 81 200€ pour la partie études et travaux) suivant la répartition suivante :

Type de budget	Nature de la prestation	Coût estimé 2021 (€ TTC)
Fonctionnement	Moyens humains et matériels pour la réalisation de la prestation	37 333,33 €
Fonctionnement	Travaux d'entretien courant	31 200,00 €
Investissement	Études et travaux	50 000,00 €

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de la GeMAPI et du Thouet à signer l'avenant n°1,

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de la GeMAPI et du Thouet à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision et à signer l'ensemble des documents y afférents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 43 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

20 JAN. 2021

Date de réception en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET



Matière de l'acte	8. Domaine et compétence par thèmes	8.8 Environnement
-------------------	-------------------------------------	-------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »